

« On n'est pas des légumes ! »

Des assistés sociaux contre le transfert de bénéficiaires à la Régie des rentes

ANNIE MORIN

Le Soleil

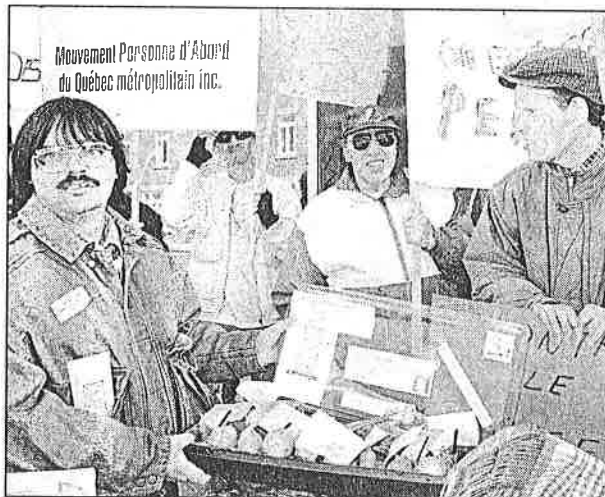
■ QUÉBEC—Les assistés sociaux vivant avec une déficience intellectuelle demandent à la ministre de la Solidarité et de l'Emploi, Louise Harel, de tenir une consultation publique avant d'exclure de son ministère 106 000 bénéficiaires jugés inaptes au travail.

Une vingtaine de manifestants membres du Mouvement Personne d'Abord du Québec métropolitain se sont massés devant les bureaux du ministère de la Solidarité et de l'Emploi, au 425, Saint-Amable, hier midi. Ils espèrent que Québec abandonnera l'idée de leur conférer un statut permanent d'invalides.

Louise Harel a signifié en mars son intention de transférer à la Régie des rentes les 106 000 assistés sociaux inaptes au travail ainsi que 52 000 autres âgés de 55 ans et plus inscrits au programme « soutien financier ». Le budget du ministère de la Sécurité du revenu serait amputé d'un milliard \$ par année puisque cette somme serait dès lors gérée par la Régie des rentes.

SERVICES RÉDUITS À NÉANT

« On n'est pas des légumes ! On est d'abord une personne ! » clamaient les participants à la manifestation. Le



LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

À titre symbolique, les manifestants ont recueilli des légumes de 11h à 14h, pour ensuite les distribuer au Café l'Archipel d'entraide, et ainsi « prouver qu'ils veulent faire leur part pour la société ».

Mouvement Personne d'Abord regroupe 153 membres à Québec. Son président, Jean-Yves Arial, croit que les services qui sont aujourd'hui offerts aux sans-emploi vivant avec une déficience intellectuelle seront anéantis. « Si on nous transfère à la Régie des rentes, on ne s'occupera plus de nous autres. Ce sera encore plus difficile de se trouver de l'emploi puisqu'on n'aura pas accès aux programmes gouvernementaux. Ils disent que nous sommes des invalides », s'indigne Alain Bédard, manifestant. Ce dernier refuse qu'on lui donne plus d'argent d'une main pour pouvoir mieux couper les

services à l'emploi de l'autre main.

10 222 assistés sociaux font partie de la catégorie « soutien financier » dans la grande région de Québec, et sont donc susceptibles d'être touchés par le transfert. 21% d'entre eux, donc 2147 personnes, souffrent d'une déficience intellectuelle. « Il s'agit d'un recul pour l'intégration sociale, d'un retour à la différence. On intègre les enfants dans les classes régulières, mais une fois adultes, on les confine dans une catégorie à part »,

fait remarquer Pierrette Dion, personne-ressource du Mouvement.

M^{me} Harel ne se trouvait pas dans la Vieille Capitale, hier, et n'a donc pu rencontrer les militants. On leur avait déjà annoncé vendredi que M^{me} Harel avait l'intention de présenter sous peu un livre vert suggérant, entre autres, le transfert des bénéficiaires inaptes au travail. L'attachée politique de la ministre, Carole Mercier, a aussi confirmé au mouvement qu'une rencontre officielle avec M^{me} Harel ne saurait tarder. « Il a fallu manifester pour obtenir cette rencontre... », fait remarquer M^{me} Dion.